



# OBJECTIF AFRIQUE

LETTRE D'INFORMATION ÉCONOMIQUE

N° 43 – 16 SEPTEMBRE 2016

## SOMMAIRE

- ▼ ACTUALITE REGIONALE
- ▼ CONJONCTURE
- ▼ ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES
- ▼ PROJETS ET FINANCEMENTS
- ▼ SECTEURS D'ACTIVITES
  - AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE
  - ENERGIE ET MATIERES PREMIERES
  - INDUSTRIE
  - SERVICES
- ▼ ENTREPRISES
- ▼ CARNET ET AGENDA

EN ÉTHIOPIE,  
PEUGEOT PSA  
CITROËN CONFIRME  
SES AMBITIONS  
AFRICAINES

ORANGE MONEY VISE  
LA MICROFINANCE ET  
LA MICRO-ASSURANCE  
EN AFRIQUE DE  
L'OUEST

GUINEE-EQUATORIALE :  
LE FMI PREVOIT UNE  
CROISSANCE  
ECONOMIQUE  
NEGATIVE JUSQU'EN  
2020

NAMIBIE :  
RATIFICATION DE  
L'ACCORD DE  
PARTENARIAT  
ECONOMIQUE UE-  
SADC

10 Mds USD DE  
GRANDS PROJETS  
ANNONCES PAR  
L'UGANDA, LA  
TANZANIE ET LE  
RWANDA

CAMEROUN :  
PROPARGO INVESTIT  
10 M EUR EN FONDS  
PROPRES DANS LE  
CAPITAL DE  
L'ASSUREUR ACTIVA

AFRIQUE DU SUD :  
PREMIERE  
DESTINATION  
D'AFRIQUE POUR LE  
TOURISME D'AFFAIRES

CONGO :  
LES BLUEBUS DE  
BOLLORE CIRCULENT  
DESORMAIS A  
BRAZZAVILLE

DJIBOUTI :  
REPRISE D'ACTIVITE  
POUR AIR DJIBOUTI



MINISTÈRE  
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES  
ET DU DÉVELOPPEMENT  
INTERNATIONAL

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE  
ET DES FINANCES

## ACTUALITE REGIONALE

---

### ▼ EAC : report de la signature des APE à janvier 2017

Le Président John Magufuli, à l'issue du sommet extraordinaire des chefs d'Etat de l'EAC du 7 septembre à Dar es Salaam, a annoncé qu'il signerait l'accord de partenariat économique EAC-UE pour la Tanzanie. Il a annoncé que les États membres poursuivraient les discussions et se réuniraient à nouveau en janvier 2017, soit bien après le 1<sup>er</sup> octobre 2016, date limite fixée par l'UE pour la ratification de l'APE. Le Kenya, seul pays à revenu intermédiaire de la zone, pourrait donc perdre son accès au marché européen sans droit ni quotas, dont il bénéficie à titre temporaire depuis 2014. Le Président tanzanien a cependant demandé à l'UE de maintenir cet accès pour le Kenya jusqu'à la prochaine réunion de l'EAC.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Afrique de l'Ouest : Orange money vise la microfinance et la micro-assurance

Orange vient d'ouvrir à Abidjan un centre d'expertise en conformité d'Orange Money (CECOM) pour accompagner son offre de services financiers en Côte d'Ivoire, au Sénégal, au Mali et en Guinée. L'objectif est de sécuriser et développer sa clientèle, grâce à des partenariats avec des établissements du secteur de la microfinance et de la micro-assurance. Pour mémoire, Orange a obtenu en mars dernier une licence d'établissement émetteur de monnaie électronique dans ces quatre pays. Le Mobile Money est devenu l'un de ses pôles majeurs de développement. Il a généré environ 80 M EUR de revenus en 2015.

✉ saint-jerôme.koffi@dgtresor.gouv.fr

### ▼ La Société générale ouvre à Abidjan une salle de marché pour ses filiales d'Afrique subsaharienne

La Société générale, à travers sa filiale ivoirienne (SGBCI), a ouvert à Abidjan une salle de marché régionale qui va intégrer toutes les activités de change de ses filiales d'Afrique subsaharienne. Le groupe souhaite ainsi offrir un éventail de solutions adaptées à la couverture du risque de change et au dénouement des règlements à l'international, a indiqué la direction de la SGBCI. Cette salle couvrira pour l'instant la zone UEMOA, mais s'étendra dès 2017 à la zone CEMAC. La SGBCI est le leader du marché bancaire de l'UEMOA, avec près de 15 % de part de marché (en termes de total bilan) en Côte d'Ivoire.

✉ saint-jerôme.koffi@dgtresor.gouv.fr

## CONJONCTURE

---

### ▼ Afrique du Sud : forte progression du PIB au 2<sup>ème</sup> trimestre 2016

Les données préliminaires de la croissance au 2<sup>ème</sup> trimestre 2016 font état d'une importante progression du PIB de +3,3 % en rythme trimestriel annualisé corrigé des variations saisonnières, supérieure aux anticipations des marchés (autour de +2,5 %), après un recul au T1 (-1,2 %). Cette progression traduit d'abord les rebonds du secteur manufacturier (+8,1 % au T2 contre +0,6 % au T1) et minier (+11,8 % au T2 après -18,1 % au T1). En glissement annuel, la croissance s'établit à +0,6 % au T2 2016 contre -0,1 % au T1.

✉ paul.raso@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Afrique du Sud : ralentissement de la progression de la production manufacturière en juillet et des ventes automobiles en août

En juillet, la production manufacturière a ralenti à +0,4 % en g.a après +4,7 % en juin, soit en deçà des anticipations des marchés (+3 %), portant la hausse moyenne de la production sur les 7 premiers mois de l'année à +1,5 % en g.a après -0,1 % en 2015 et +0,1 % en 2014. En rythme mensuel corrigé des variations saisonnières, la production manufacturière s'est contractée de -1,5 % en juillet après +0,7 % en juin.

✉ paul.raso@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Afrique du Sud : baisse du niveau des réserves de change en août (Banque centrale)

En août, les réserves de change au sens large (devises, or et DTS) ont diminué de -1 % par rapport à juillet à 45,7 Mds USD, soit 7 mois de couverture des importations. Si le niveau des DTS s'est stabilisé (à 2 493 M USD), celui des réserves en or (-2 % à 5,3 Mds USD) et en devises (-0,9 % à 37,9 Mds) ont reculé. Ces baisses résultent principalement de la baisse du prix de l'once (-2 % en août à 1311 USD) et des paiements en devises effectués pour le compte du Trésor.

✉ paul.raso@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Angola : renvoi du ministre des Finances

Le 5 septembre, le Président José Eduardo dos Santos a destitué le ministre des Finances Armando Manuel, en poste depuis mai 2013, pour le remplacer par Augusto Archer de Sousa Manguera, Président de la Commission des marchés de capitaux depuis 2012. Cette décision intervient deux mois après l'échec des discussions avec le FMI concernant l'octroi d'une ligne de financement de 4,5 Mds USD à l'Angola. Par ailleurs, le Président a également remplacé le ministre de l'Agriculture Afonso Pedro Canga par Marcos Alexandre Nhunga – anciennement directeur de l'Institut national du développement agraire – et le chef de la présidence Edeltrudes da Costa par Manuel da Cruz Neto.

✉ paul.raso@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Angola : maintien du taux directeur de la banque centrale à 16 %

Le 29 août, le comité de politique monétaire a décidé de conserver le taux directeur à 16 %, le taux de facilité permanente de crédit à 20 % et celui sur les dépôts à 7,25 %. Le taux directeur avait déjà été relevé de 500 pbb en trois hausses successives depuis le début de l'année. Dans ce contexte, la prévision d'inflation du FMI (+19,1 % en moyenne en 2016 après +10,3 % en 2015) devrait être largement dépassée. Alors que les perspectives économiques restent dégradées, la Banque centrale devrait maintenir l'orientation restrictive de sa politique monétaire au moins jusqu'à la fin de l'année au risque de déprimer encore davantage l'activité.

✉ paul.raso@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Namibie : mise sous perspective négative de la notation souveraine, à un cran de la catégorie spéculative (Fitch)

Le 2 septembre, l'agence de notation Fitch a accentué la pression sur les autorités en révisant de stable à négative la perspective associée à la notation souveraine de long terme en monnaie locale et en devise, laquelle se situe à seulement un cran de la catégorie spéculative (BBB-). Si Fitch continue de saluer la résilience de l'économie malgré une conjoncture difficile (4,4 % de croissance du PIB prévue cette année selon l'agence après 5,7 % en 2015), l'agence s'inquiète de la dégradation rapide du déficit des finances publiques, de l'aggravation de la dette publique et du déficit courant.

✉ paul.raso@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Nigéria : adoption du plan d'endettement extérieur à moyen terme

La présidence nigériane vient d'approuver le plan d'endettement extérieur à moyen terme, prévoyant des emprunts auprès de la Banque mondiale, de la Banque africaine de développement, de la JICA (coopération japonaise) et enfin de l'Exim Bank chinoise. Ces prêts permettraient au pays d'accéder à des financements *low-cost, long-term* avec des taux de d'intérêt d'1,25 % et des maturités de 20 ans. Pour rappel, la loi de Finances 2016 prévoyait déjà des emprunts d'environ 9 Mds USD pour combler le déficit (3 % du PIB), dont plus de 50 % levé sous forme de financements externes notamment auprès des institutions multilatérales de développement, des établissements de crédit à l'exportation ainsi que sur le marché des eurobonds.

✉ marlene.marqueslopes@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Nigéria : baisse du déficit commercial, favorisée par la dévaluation du naira

Au 2<sup>ème</sup> trimestre 2016, les exportations nigérianes ont augmenté de 63,3 % par rapport au semestre précédent, atteignant 1,9 billions NGN (environ 5,7 Mds USD), tandis que les importations ont progressé de 38,1 %, s'établissant à 2100 Mds NGN (6,3 Mds USD). Conséquemment, le déficit commercial s'est réduit, passant de -353,3 Mds NGN (1,1 Md USD) au T1 2016 à -196,5 Mds NGN (600,5 Mds USD) au T2 2016, suite à la dévaluation d'environ 30 % de la monnaie nationale après la libéralisation du régime intervenue en juin dernier. Le commerce total entre avril et juin a atteint 3900 Mds NGN (12 Mds USD), en hausse de près de 50 % par rapport au premier trimestre 2016.

✉ victor.berenger@dgtresor.gouv.fr

▼ **Nigéria : le gouvernement s'oppose à une hausse des prix des carburants**

Le ministre du Pétrole Ibe Kachikwu et le directeur général de la NNPC Maikanti Baru ont déclaré que le gouvernement fédéral ne prévoyait pas d'augmenter les prix des carburants après une rencontre avec le Président Buhari. Cette annonce fait suite à l'appel par d'anciens directeurs généraux de la NNPC à une augmentation des prix des carburants, afin qu'ils reflètent davantage les réalités économiques du pays, suite à la dévaluation du naira. L'association des distributeurs de carburants indépendants du Nigéria a également déclaré qu'une hausse des prix était inévitable, demandant une libéralisation complète du *downstream* pétrolier et avertissant d'une menace sur la disponibilité des produits pétroliers dans le pays.

✉ victor.berenger@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ghana : inflation en légère hausse au mois d'août**

En glissement annuel, l'inflation a augmenté de 0,2 point pour atteindre 16,9 % en août 2016 contre 16,7 % le mois précédent, tirée par la hausse des prix des produits non-alimentaires (+0,3 point à 21,5 % contre 21,2 % en juillet dernier). A contrario, les prix alimentaires ont diminué de 0,1 point à 8,5 %. Malgré cette légère reprise, il convient de souligner la tendance à la baisse de l'inflation depuis le mois de juin en raison notamment de la stabilisation du cedi.

✉ caroline.delassade@dgtresor.gouv.fr

▼ **Djibouti : excédent commercial français en légère hausse au premier semestre 2016**

L'excédent commercial structurel de la France avec Djibouti a augmenté de 2,4 % sur les six premiers mois de 2016 (40,6 M EUR), comparativement à 2015. Les exportations françaises vers Djibouti ont progressé de 2,7 % (40,9 M EUR) dans l'intervalle. Les premiers postes d'exportations sont les produits des industries agroalimentaires, les machines industrielles et agricoles ainsi que les équipements électriques et ménagers. Parallèlement, les importations françaises en provenance de Djibouti, malgré une hausse de 7,4 %, restent extrêmement modestes (0,28 M EUR).

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

▼ **Cameroun : la mise en œuvre de l'APE a permis aux importateurs d'économiser 51 Mds FCFA de droits de douane sur un mois**

Selon le comité chargé du suivi de la mise en œuvre de l'accord de partenariat économique (APE) bilatéral Cameroun-Union européenne, la perte fiscale sur le premier mois de mise en œuvre est de 476 714 FCFA par déclaration et fluctue fortement en fonction des volumes et lignes tarifaires considérés. 59 importateurs ont déjà bénéficié de la préférence Union européenne (Total Cameroun, Cimenteries du Cameroun, Société sucrière du Cameroun, etc.) à travers 108 déclarations.

✉ alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

▼ **Guinée équatoriale : le FMI prévoit une croissance économique négative jusqu'en 2020**

Suite à la mission du FMI en Guinée équatoriale du 29 juin au 13 juillet, au titre de l'article IV, l'institution a rendu public le jeudi 8 septembre un rapport sur la situation macroéconomique du pays. En 2016, la croissance devrait rester négative à -9,9 %. Les prévisions de croissance devraient rester négatives jusqu'en 2020 avant de connaître une légère amélioration en 2021 avec une croissance de +0,1 %. Le pays est marqué par la chute du cours du brut depuis 2014 et l'arrivée à maturation de ses principaux champs pétrolifères. La production du brut en 2015 est estimée à 242 330 bpj. En 2007, le pays avait connu un pic de production de 369 000 bpj.

✉ [vincent.branquet@diplomatie.gouv.fr](mailto:vincent.branquet@diplomatie.gouv.fr)

▼ **Tchad : le gouvernement annonce des coupes budgétaires pour faire face à la crise**

Le gouvernement a annoncé une série de mesures visant à endiguer la dégradation de la situation budgétaire consécutive à la baisse des cours du pétrole et aux tensions sécuritaires. Au total, 16 mesures ont été adoptées parmi lesquelles la réduction de moitié des indemnités des députés de l'Assemblée nationale et la baisse de 80 % des indemnités des fonctionnaires nommés par décret. De nouvelles coupes dans la rémunération des fonctionnaires pourraient intervenir alors que le gouvernement s'est, parallèlement, engagé à poursuivre ses recrutements dans la fonction publique. Pour mémoire, le déficit budgétaire s'établissait à -4,9 % du PIB en 2015 et atteindrait -6,1 % en 2016 selon le FMI.

✉ [majdi.debbich@dgtresor.gouv.fr](mailto:majdi.debbich@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Côte d'Ivoire : augmentation du budget 2016 de 6 %**

Le Conseil des ministres du 7 septembre 2016 a adopté un projet de loi de finances rectificative. Le budget 2016 enregistre ainsi une hausse de 6 % (537 M EUR), passant de 8,9 Mds EUR dans le budget initial à 9,4 Mds EUR. Ces ressources additionnelles proviendraient entre autres de la bonne tenue des secteurs du cacao (hausse des volumes exportés) et du pétrole. Selon le gouvernement, 70 % (370 M EUR) de ces ressources permettront de renforcer les investissements publics, notamment dans les secteurs de l'agriculture, de la sécurité, de l'enseignement et du transport.

✉ [saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr](mailto:saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Côte d'Ivoire : réouverture des frontières terrestres avec la Guinée et le Libéria**

Les frontières avaient été fermées il y a deux ans, en raison de l'épidémie Ebola qui sévissait chez ces deux voisins. Cette décision est justifiée par l'annonce officielle, le 1<sup>er</sup> juin 2016 en Guinée et le 9 juin au Libéria, de la fin de cette épidémie dans les deux pays.

✉ [saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr](mailto:saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Mauritanie : le gouvernement approuve la loi de finances rectificative 2016**

Le gouvernement a approuvé jeudi 8 septembre 2016, le projet de loi de finances rectificative du budget 2016, pour un montant de 461 Mds MRO (1,14 Mds EUR), soit une hausse de 10,1 Mds MRO (25 M EUR), par rapport à la loi de finances initiale.

✉ [mamadou.anne@dgtresor.gouv.fr](mailto:mamadou.anne@dgtresor.gouv.fr)

## ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

---

### ▼ Namibie : ratification de l'Accord de partenariat économique UE-SADC

La Namibie est le premier Etat à ratifier l'Accord de partenariat économique (APE) signé le 10 juin dernier entre l'Union européenne et six pays de la SADC (*Southern African Development Community*) : l'Afrique du Sud, le Botswana, le Lesotho, le Mozambique, la Namibie et le Swaziland. Le parlement namibien a ratifié le 10 août dernier l'APE, soit bien avant la date butoir du 1<sup>er</sup> octobre, permettant ainsi à la Namibie, pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure, de conserver son accès préférentiel au marché européen, notamment pour les exportations des produits de la pêche et de la viande bovine.

✉ [guillaume.furri@dgtresor.gouv.fr](mailto:guillaume.furri@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Madagascar : association des maires des grandes villes de Madagascar

L'association créée en juillet 2016, regroupe dix grandes villes de Madagascar : Tananarive, Diégo-Suarez, Nosy-be, Majunga, Tamatave, Sainte-Marie, Antsirabe, Fianarantsoa, Tuléar et Fort-Dauphin. Cette initiative a pour objectif principal de chercher ensemble les solutions adéquates aux problèmes relatifs à toutes les grandes villes du pays et de bénéficier du soutien financier des partenaires à partir de projets communs. L'association a tenu son premier atelier le 9 septembre 2016 sur la valorisation des métiers du maire.

✉ [erik.noitakis@dgtresor.gouv.fr](mailto:erik.noitakis@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Maurice : un accord de partenariat économique en discussion avec l'Inde

Les négociations entre l'Inde et Maurice portant sur un accord CECPA (*Comprehensive Economic Cooperation Partnership Agreement*) viennent de reprendre. Lancées il y a près d'une décennie, les discussions - bloquées par l'Inde - ont pu être relancées suite à la finalisation récente (mai 2016) de la renégociation du traité fiscal entre les deux pays. Le CECPA porte sur les règles d'origine, l'accès au marché, les services etc. Les échanges bilatéraux entre les deux pays sont très largement favorables à l'Inde : 745 M EUR d'exportations vers Maurice (produits pétroliers principalement) en 2015, pour seulement 19 M EUR d'importations.

✉ [jerome.chastenet@dgtresor.gouv.fr](mailto:jerome.chastenet@dgtresor.gouv.fr)

## PROJETS ET FINANCEMENTS

---

### ▼ 10 Mds USD de grands projets annoncés par l'Ouganda, la Tanzanie et le Rwanda

A l'occasion du *Global Investment Summit* qui s'est déroulé le 5 et 6 septembre dernier à Kigali, l'Ouganda, la Tanzanie et le Rwanda ont présenté une série de grands projets pour des montants totaux respectifs de 7,3 Mds USD, 1,5 Md USD et 1,08 Md USD, dans le but d'attirer les investissements privés et de soutenir la croissance régionale. L'Ouganda donne la priorité au développement d'un parc industriel technologique (300 M USD) ; la Tanzanie vise la réhabilitation des aéroports d'Arusha, de Lindi et du parc national de Serengeti (195 M USD au total) et la construction d'un aéroport à Dodoma (165 M USD) tandis que le Rwanda mise sur le tourisme d'affaires (Kigali Cultural Village, Deluxe Resort-Golf Course).

✉ [benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr](mailto:benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Kenya : 33 M EUR accordés par l'AFD pour soutenir l'intégration des énergies renouvelables dans les réseaux isolés

L'AFD a signé une convention de financement avec le Kenya d'un montant de 33 M EUR afin de soutenir l'intégration des énergies renouvelables dans les réseaux isolés exploités par Kenya Power. Des centrales photovoltaïques et éoliennes seront installées et reliées à 23 réseaux secondaires, actuellement alimentés par des générateurs diesel. D'une capacité d'environ 9,6 MW pour le solaire et 0,6 MW pour l'éolien, ces infrastructures permettront de réduire le coût de production dans ces centrales d'environ 20 %. L'AFD a déjà octroyé 56 M EUR au Kenya pour le renforcement de son réseau de transmission et de distribution électrique, et s'apprête à décaisser 90 M EUR pour accélérer l'électrification rurale.

✉ [benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr](mailto:benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Kenya : 6 M EUR accordés par l'UE pour faciliter l'accès des produits horticoles au marché européen

Le gouvernement kényan devrait bénéficier d'un financement de 6 M EUR (670 M KES) accordé par l'UE pour (i) l'achat d'équipements de laboratoire et (ii) la fourniture d'assistance technique afin d'améliorer le contrôle des résidus de pesticides dans les fruits et légumes frais produits au Kenya. Les exportations du secteur horticole kényan vers l'UE avoisinent les 880 MEUR en moyenne annuelle entre 2013 et 2015 et représentent à elles seules 16 % du total des exportations du Kenya. Les incertitudes actuelles liées à la signature et à la ratification de l'APE (*cf. supra*) pourraient fortement affecter le secteur horticole kényan qui pourrait se voir infliger une réduction de ses avantages tarifaires.

✉ [benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr](mailto:benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Tanzanie : le projet de port à Tanga ralenti par les conditions d'embauche des consultants**

Le gouvernement a fixé des conditions strictes à l'embauche de consultants pour mener les études de faisabilité des projets locaux, ce qui retarderait la construction du nouveau port prévu à Mwambani-Tanga. Le gouvernement tanzanien a demandé à ses institutions d'embaucher en priorité des consultants locaux, l'embauche de consultants étrangers n'étant autorisée qu'en dernier ressort. Le directeur du port de Tanga, Henry Arika, a rappelé que *Tanzania Ports Authority* (TPA) avait invité diverses universités locales et les sociétés nationales de conseil à proposer leurs offres, mais qu'aucune d'entre elles n'avait soumis de proposition. Le port de Tanga s'inscrit dans le cadre du projet d'oléoduc avec l'Ouganda.

✉ [beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr](mailto:beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Union des Comores : signature d'un protocole de convention-cadre de partenariat avec l'île de la Réunion**

Le 29 août 2016, Didier Robert, Président du conseil régional de La Réunion, et Mohammed Bacar Dossar, ministre des Affaires étrangères de l'Union des Comores, ont signé le protocole de convention du programme INTERREG V. Cette signature permettra aux Comores de profiter des fonds du programme INTERREG V pour financer des projets de développement en partenariat avec La Réunion. INTERREG V est financé par le FEDER européen à destination de l'océan Indien et géré par le conseil régional de la Réunion. Doté de 63,2 M EUR, ce projet est destiné à renforcer la coopération régionale de La Réunion et de Mayotte avec les pays voisins.

✉ [gaboritl@afd.fr](mailto:gaboritl@afd.fr)

▼ **Madagascar : inauguration d'un Guichet unique à l'exportation**

Dans le cadre de la rationalisation des dispositifs de soutien à l'exportation, les autorités malgaches ont lancé fin juillet un Guichet unique à l'exportation (GUE). Equipé par le PNUD, le GUE réunit dans un même lieu les départements concernés par les procédures à l'exportation afin de réduire les coûts et le délai de traitement des dossiers. La mise en place de ce GUE figure parmi les actions prioritaires dans le cadre de la mise en œuvre de l'Accord de Bali sur la facilitation des échanges et a déjà été mentionnée par Madagascar lors de la présentation de son 3<sup>ème</sup> examen de politique commerciale à Genève en Juillet 2015. A terme, le GUE sera amené à fournir également des services d'appui à l'exportation.

✉ [andry@ccifm.mg](mailto:andry@ccifm.mg)

▼ **Cameroun : signature de deux conventions pour la 1<sup>ère</sup> phase d'un projet d'aménagement des abords du lac municipal de Yaoundé**

Les deux conventions de prêt, d'un montant total de 21 Mds FCFA, ont été signées entre le Cameroun et la Deutsche Bank d'Espagne. Le projet comprend, la dépollution et l'assainissement des eaux du lac, l'installation des équipements de sport nautique, l'aménagement des berges et la construction aux abords, d'un hôtel cinq étoiles, de restaurants, de boutiques et d'espace de détente et de loisirs. L'entreprise espagnole Acciona réalisera les travaux.

✉ [alix.nembot@dgtresor.gouv.fr](mailto:alix.nembot@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Cameroun : Proparco investit 10 M EUR en fonds propres dans le capital de l'assureur Activa**

Cette augmentation de capital selon Proparco (filiale de l'Agence française de développement dédiée au secteur privé) serait utile pour accompagner Activa dans son développement international. Pour mémoire, Activa créé au Cameroun en 1998, est présent dans cinq pays : le Cameroun, le Ghana, la Guinée, le Libéria et la Sierra Leone. Son capital est majoritairement détenu par son fondateur et des privés camerounais, auxquels s'ajoutent Proparco et la SFI.

✉ [alix.nembot@dgtresor.gouv.fr](mailto:alix.nembot@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Congo : l'Etat recherche un opérateur pour la gestion et la commercialisation de la fibre optique**

Un groupement des sociétés de conseil Ernst et Young, Bird and Bird et Execution Consulting a été sélectionné par appel d'offres international pour le recrutement d'un opérateur qui aura la charge de gérer et de commercialiser le réseau de télécommunications en fibre optique sur la partie allant de Pointe-Noire à la frontière gabonaise. Ce projet s'inscrit dans le cadre du projet régional *Central African Backbone* (CAB) cofinancé par l'État congolais et la Banque mondiale.

✉ [ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr](mailto:ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Burkina Faso : accords de financement de 1,7 M EUR avec la BAfD**

Le groupe de la Banque africaine de développement (BAfD), à travers le Fonds africain d'assistance au secteur privé (FAPA), et le ministère burkinabé de l'Economie, des Finances et du Développement ont signé des accords de financement pour le développement de la filière du karité et la valorisation du barrage du Naré (province du Sourou), à hauteur de 1,1 Md FCFA (1,7 M EUR).

✉ [michel.dhe@dgtresor.gouv.fr](mailto:michel.dhe@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Cap-Vert : la BAfD subventionne la lutte contre l'épidémie du virus Zika**

La Banque africaine de développement (BAfD) a approuvé l'octroi d'un don d'1 M USD au Cap Vert, dans le cadre d'une assistance d'urgence destinée à soutenir la mise en œuvre du plan national de préparation et d'intervention pour lutter contre l'épidémie du virus Zika (renforcement de la surveillance, lutte anti-vectorielle et traitement des questions de l'assainissement et de l'environnement, via une approche intégrant les déterminants sociaux, économiques et environnementaux de la santé). Ce don, qui complète les efforts entrepris par la Banque pour renforcer les systèmes de santé dans la région, sera géré par le Bureau régional de l'Organisation mondiale de la santé (OMS/AFRO).

✉ [kokouvi.djabakou@dgtresor.gouv.fr](mailto:kokouvi.djabakou@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Mauritanie : la BAfD adopte le Document de stratégie pays (DSP) 2016 - 2020**

Le conseil d'administration du groupe de la Banque africaine de développement (BAfD) a approuvé le 6 septembre 2016 à Abidjan, le DSP 2016-2020. Ce nouveau DSP s'articule autour de deux axes : (i) la promotion de la transformation de l'agriculture et (ii) le renforcement de l'offre d'énergie électrique du pays.

✉ [mamadou.anne@dgtresor.gouv.fr](mailto:mamadou.anne@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Mauritanie : l'Allemagne accorde un financement de 4 M EUR**

Le ministre de l'Economie et des Finances, Mokhtar Ould Diay, et l'ambassadrice de la République fédérale d'Allemagne à Nouakchott, Carolla Mueller Holtkemper, ont signé une convention de financement d'un montant de 4 M EUR. Ce financement est destiné au programme de gestion des ressources naturelles et de promotion des droits humains en Mauritanie.

✉ [mamadou.anne@dgtresor.gouv.fr](mailto:mamadou.anne@dgtresor.gouv.fr)

## SECTEURS D'ACTIVITES

---

### ▼ Agriculture et agroalimentaire

#### ▼ Agriculture : la BAfD et plusieurs investisseurs annoncent 26 Mds EUR sur dix ans

Une enveloppe de 30 Mds USD (26 Mds EUR) — dont 24 Mds USD de la BAfD déjà très active dans le domaine comme au Bénin, au Maroc ou Cameroun récemment — doit être débloquée pour aider l'Afrique à accroître sa production agricole. C'est ce qu'ont annoncé plusieurs bailleurs de fonds et investisseurs réunis pour la 6<sup>ème</sup> édition du Forum africain sur la révolution verte, tenu à Nairobi du 5 au 9 septembre, en présence de 1 500 personnalités issues de quarante pays africains pendant trois jours. Leur but est d'offrir des perspectives aux 70 % d'Africains dont la survie alimentaire dépend encore de l'agriculture, et qui subissent encore trop souvent pauvreté et sous-nutrition.

✉ [redaction@jeuneafrique.com](mailto:redaction@jeuneafrique.com) - en savoir plus : <http://www.jeuneafrique.com/newsletters/>

#### ▼ Afrique du Sud : partenariat entre Old Mutual Group et le fonds souverain nigérian pour investir dans l'agriculture

L'établissement financier sud-africain Old Mutual Group a signé un accord de partenariat avec le fonds souverain nigérian, *Nigerian Sovereign Investment Authority*, pour investir à hauteur de 700 M USD dans des projets principalement agricoles au Nigeria. Le fonds d'investissement consacré au secteur agricole sera dans un premier temps doté de 50 M USD avec un objectif à terme d'attirer d'autres investisseurs pour atteindre un portefeuille de 200 M USD. La gestion sera confiée à la filiale d'Old Mutual spécialisée dans les investissements agricoles, UFF African Agri Investment, et ciblera aussi bien la production primaire que la transformation ou les infrastructures.

✉ [guillaume.furri@dgtresor.gouv.fr](mailto:guillaume.furri@dgtresor.gouv.fr)

#### ▼ Namibie : adoption de la déclaration de Windhoek sur la résilience face aux sécheresses en Afrique

Les participants à la conférence sur la sécheresse organisée par le ministère namibien de l'Environnement du 15 au 19 août 2016 ont adopté la déclaration de Windhoek sur le renforcement de la résilience face aux sécheresses en Afrique (voir ici). Cette déclaration préconise (i) l'adoption au niveau de l'Union africaine d'un cadre stratégique de lutte contre la sécheresse et de renforcement de la résilience, (ii) la mise en place d'un protocole juridiquement contraignant sur la gestion des risques de sécheresse dans le cadre de la convention des Nations unies sur la lutte contre la désertification et (iii) le développement d'un réseau d'institutions nationales et de systèmes d'alerte.

✉ [guillaume.furri@dgtresor.gouv.fr](mailto:guillaume.furri@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Nigéria : les recettes de Flour Mills atteignent 1 Md USD

Malgré l'actuelle récession économique, Flour Mills of Nigeria, conglomérat et acteur majeur de l'industrie de transformation de céréales du pays, a atteint près d'1 Md USD de recettes, maintenant une croissance de 11 % cette année. Prenant la parole lors de l'assemblée générale annuelle du groupe, Paul Gbededo, directeur général, a déclaré que Flour Mills of Nigeria a pu compenser l'impact de la crise économique par une augmentation proportionnelle du prix de vente de ses produits. Dans un contexte de pénurie de dollars, le groupe veut intensifier les relations avec les agriculteurs locaux pour réduire la dépendance aux importations et être en mesure de maintenir une chaîne d'approvisionnement durable.

✉ [fabrice.uzum@dgtresor.gouv.fr](mailto:fabrice.uzum@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Libéria : prêt de 30 M USD à LPD pour un projet de raffinerie d'huile de palme

*Liberian Palm Developments* (LPD) a conclu un accord de prêt de 30 M USD avec KLK Agro Plantations (KLK Agro), filiale de Kuala Lumpur Kepong Berhad, actionnaire à 50 % de LPD. Ce crédit permettra de poursuivre la croissance de *Liberian Palm Developments* et de notamment financer la construction d'une raffinerie d'huile de palme sur la plantation de Palm Bay. LPD avait déjà obtenu un prêt de 20,5 M USD en janvier dernier dans des conditions similaires.

✉ [victor.berenger@dgtresor.gouv.fr](mailto:victor.berenger@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Cameroun : doublement des exportations de cacao certifié lors de la campagne 2015-2016

Selon les statistiques officielles, près de 20 000 tonnes de cacao certifiés ont été exportées par le Cameroun au cours de la campagne 2015-2016, qui s'est achevée en juillet dernier, contre 10 000 tonnes en 2014-2015 et 5400 en 2013-2014. Cette forte progression de la production de cacao certifié au Cameroun, résulterait des programmes de certification mis en place par des multinationales présentes dans ce secteur à l'instar du néerlandais Theobroma, du Suisse Barry Callebaut, ou encore Telcar Cocoa, négociant de la firme américaine Cargill. Cette dernière aurait à elle seule versé sur les 3 dernières campagnes plus d'1,5 Md FCFA de primes aux producteurs de cacao certifié.

✉ [alix.nembot@dgtresor.gouv.fr](mailto:alix.nembot@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Togo : la NSCT prévoit une production de 100 000 tonnes de coton graine

La Nouvelle société cotonnière du Togo (NSCT) prévoit d'atteindre ses objectifs de rendement et de production cette année. Selon les derniers chiffres donnés par la NSCT, au 31 juillet, 131 000 hectares de coton ont été emblavés sur une superficie totale de 136 000 ha prévue à la fin de cette année. La société espère produire 100 000 tonnes sur cette récolte. Elle a pour objectif de doubler sa production d'ici 2022. Pour mémoire, la production s'était élevée à 113 000 tonnes lors de la précédente campagne.

✉ [florent.danion@dgtresor.gouv.fr](mailto:florent.danion@dgtresor.gouv.fr)

## ▼ Energie et matières premières

### ▼ Afrique du Sud : lancement prochain de l'appel d'offres relatif à l'extension du parc nucléaire sud-africain

La ministre de l'Energie a annoncé devant le Parlement le lancement le 30 septembre prochain de l'appel d'offres pour la réalisation de la centrale nucléaire prévue dans le cadre du programme nucléaire sud-africain de 9,6 GW. Les propositions qui seront soumises aux autorités sud-africaines devront s'accompagner d'offres de financement.

📧 ophelie.chevillard@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Afrique du Sud : le nouveau projet De Beers produira son premier diamant en 2022

De Beers lance un nouveau projet d'exploitation souterraine sur la mine Venetia, laquelle est le premier site de production de diamants en Afrique du Sud (40 % de la production annuelle nationale). Dans le cadre de ce projet, De Beers entend traiter 133 M de tonnes de minerai pour une production estimée à 94 M de carats.

📧 thomas.curelli@businessfrance.fr

### ▼ Liberia : Firestone licencie 7 % de sa main-d'œuvre

En raison de la baisse des cours du caoutchouc, des coûts élevés des frais généraux liés à l'accord de concession avec l'Etat libérien, de la faible production en raison de l'incapacité de planter pendant les 14 ans de guerre civile et du climat économique incertain, Firestone a décidé de se séparer de 432 employés au Libéria. La chute des prix des matières premières et des principaux produits d'exportations du Libéria – le minerai de fer et le caoutchouc – ont entraîné une aggravation des ravages causés par Ebola sur l'économie libérienne avec une croissance nulle en 2015. Pour 2016, le FMI prévoit 2,5 % de croissance, grâce à un rebond dans les services et la production d'or.

📧 victor.berenger@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Maurice : des licences accordées à plusieurs dizaines de petits producteurs indépendants dans le secteur photovoltaïque

Des permis ont été accordés à près de 70 petits producteurs indépendants (IPP) pour générer de l'électricité à partir de panneaux photovoltaïques (3,5 kW en moyenne/unité), l'excédent de production devant être revendu au CEB, l'organisme public de l'électricité. D'autres licences doivent être approuvées jusqu'à atteindre une capacité totale installée de 5 MW. Plusieurs investissements privés ont déjà été réalisés dans le secteur des énergies renouvelables (ferme solaire de 15 MW, ferme éolienne de 9,3 MW), tandis que d'autres sont en cours ou en projets (plus de 50 MW au total). L'objectif du gouvernement est d'atteindre 35 % d'énergies renouvelables d'ici 2025.

📧 jerome.chastenet@dgtresor.gouv.fr

▼ **Mali : la compagnie minière Kodal Minerals acquiert la concession minière Kolassokoro**

La société britannique Kodal Minerals a élargi sa zone d'exploration au Mali, en procédant à l'acquisition de la concession minière Kolassokoro, annoncée comme riche en lithium. La concession est adjacente au site minier de Madina qu'elle a acquis récemment dans la région de Kayes (sud du pays). Elle s'étend sur une propriété foncière de 500 km<sup>2</sup>.

✉ [abdoulayemalick.sissoko@dgtresor.gouv.fr](mailto:abdoulayemalick.sissoko@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Mali : Robex Resources récupère le permis d'exploration Kamasso**

La compagnie minière canadienne Robex Resources, opérant sur la mine Nampala (Mininko) au Mali, a récupéré le permis d'exploration Kamasso, qu'il détenait entre 2004 et 2013, et dans lequel il avait investi environ 1,1 M EUR en matière de recherche et d'exploration. Ce permis couvre une superficie de 100 km<sup>2</sup> adjacente au site minier de Nampala dont la réserve d'or est estimée à 17,4 M de tonnes. Cette proximité offre des perspectives intéressantes à Robex. Les travaux d'exploration réalisés antérieurement avaient permis de mettre en évidence plusieurs anomalies géochimiques dans cette zone.

✉ [abdoulayemalick.sissoko@dgtresor.gouv.fr](mailto:abdoulayemalick.sissoko@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Services**

▼ **Afrique du Sud : le ministre des Finances accorde un prêt supplémentaire de 5 Mds ZAR (346 M USD) à South African Airway**

L'octroi de ce financement est conditionné à un certain nombre de mesures visant à assainir les comptes de l'entreprise et notamment l'alignement de sa stratégie avec les autres compagnies aériennes nationales (étude d'une éventuelle fusion avec SA Express et l'entrée d'un partenaire minoritaire), la fermeture des lignes non-rentables, la mise en place de réductions de coûts, un nouveau processus de nomination du conseil d'administration ainsi que l'obligation de publication des états financiers de l'entreprise pour les deux derniers exercices.

✉ [ophelie.chevillard@dgtresor.gouv.fr](mailto:ophelie.chevillard@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Afrique du Sud : première destination d'Afrique pour le tourisme d'affaires**

Selon un rapport publié par le député James Vos et le cabinet Grant Thornton, le secteur du tourisme d'affaire en Afrique du Sud a représenté un chiffre d'affaires de 42,4 Mds ZAR en 2015 (soit 2,62 Mds EUR), performance en constante augmentation depuis 2006. En 2015, les 1000 infrastructures touristiques de pointe que compte le pays ont accueilli 140 conférences et salons internationaux, soit un total de 80 000 professionnels. La ville du Cap se démarque plus particulièrement puisqu'elle a accueilli à elle seule plus de 270 000 professionnels depuis 2006 sur une moyenne de 4 jours de conférence par événement.

✉ [maxime.housard@businessfrance.fr](mailto:maxime.housard@businessfrance.fr)

▼ **Mozambique : l'AFD met en place une ligne de crédit pour le financement de plusieurs aéroports**

Ce projet d'un coût global de 70,5 M USD est cofinancé par l'AFD (par le biais d'un prêt de 44 M USD), par la BEI et l'UE. Il a pour objectif de moderniser l'aéroport international de Maputo, en vue d'une mise aux normes de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI). Il a également pour vocation de rationaliser et de prioriser les investissements de plusieurs aéroports clés du pays pour faire face à l'augmentation du trafic (le trafic aérien du Mozambique a été multiplié par deux en 10 ans).

✉ ophelie.chevillard@dgtresor.gouv.fr

▼ **Nigéria : Air France-KLM transfère ses opérations de fret à Skyway Aviation Handling Company Limited (SAHCOL)**

Depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2016, date d'entrée en vigueur de l'opération, Air France-KLM a transféré ses activités de fret (cargo) import et export à la compagnie nigériane SAHCOL. Elle sera principalement en charge du stockage de marchandises importées et exportées par vols cargo Air France-KLM au Nigéria. Le partenariat vise à promouvoir l'exportation de marchandises au Nigéria et permettra notamment d'améliorer le transport de produits fabriqués localement, en particulier les produits agricoles, à destination de l'Europe ou de l'Amérique.

✉ fabrice.uzum@dgtresor.gouv.fr

▼ **Nigéria : la crise n'épargne pas les secteurs de l'hôtellerie et des loisirs**

Les investisseurs qui se sont lancés dans l'industrie hôtelière nigériane pendant le boom économique entre 2008 et 2014 font aujourd'hui face à de nombreuses difficultés. Le ralentissement économique provoque le départ de plusieurs acteurs du secteur. Le dernier groupe en date à quitter le Nigéria est le sud-africain Sun International, propriétaire du Federal Palace Hotel à Lagos, annonçant des pertes de près de 20 % depuis le début de l'année. On estime aujourd'hui à 500 M USD la somme totale des investissements bloqués dans le secteur, majoritairement des IDE, à cause de projets inachevés ou abandonnés à travers le pays.

✉ fabrice.uzum@dgtresor.gouv.fr

▼ **Nigéria : la *Nigerian Communications Commission* (NCC) délivre cinq nouvelles licences pour le développement du haut-débit**

La NCC, l'autorité nigériane de régulation des télécommunications, déclare qu'elle va débiter sa seconde phase d'octroi de licences pour le développement d'infrastructures haut-débit dans le pays. Cinq entreprises se verront octroyer des licences pour déployer de la fibre optique sur des zones couvrant la majorité du territoire nigérian. Ces nouvelles infrastructures vont permettre de combler le déficit actuel en services haut-débit pour les entreprises et les ménages au Nigéria.

✉ fabrice.uzum@dgtresor.gouv.fr

▼ **Nigeria : Ericsson partenaire de Galaxy Backbone pour la modernisation des services publics**

Ericsson et Galaxy Backbone, fournisseur de services de TIC entièrement détenu par le gouvernement nigérian, ont annoncé le 5 septembre 2016 un partenariat pour concevoir et déployer des solutions informatiques afin de moderniser les services publics du pays. Selon les termes du partenariat, couvrant une période de trois ans, la société suédoise interviendra en tant que consultant et intégrateur de systèmes d'information pour la mise en œuvre de solutions et services dans les transports, les infrastructures et la sécurité. Cette nouvelle marque une nouvelle étape dans le déploiement de la stratégie e-gouvernement du pays, lancée en 2015.

✉ [fabrice.uzum@dgtresor.gouv.fr](mailto:fabrice.uzum@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Comores : ouverture du ciel comorien**

Dans le cadre des efforts des autorités pour désenclaver le ciel comorien et développer l'offre touristique, l'Agence nationale de l'aviation civile et de la météorologie de l'Union des Comores (ANACM) s'apprête à faire atterrir de nouvelles compagnies aériennes internationales à Moroni. Alors que des négociations sont en cours avec Qatar Airways et Fastjet, les compagnies Ethiopian Airlines et Précision Air sont censées inaugurer leur premier vol d'ici fin octobre 2016. A noter que depuis le 2 septembre 2016, l'aéroport international Prince Saïd Ibrahim accueille de nouveau les vols de nuit, permettant ainsi de densifier le trafic des compagnies déjà présentes telles que Kenya Airways.

✉ [leo.gaborit@afd.fr](mailto:leo.gaborit@afd.fr)

▼ **Madagascar : interconnexion de plusieurs services de mobile money**

Le 9 septembre 2016, les trois opérateurs mobile - Airtel, Telma et Orange - ont signé un accord permettant l'interconnexion de leurs services de *mobile money*. Cet accord permet aux titulaires de comptes *mobile money* d'envoyer de l'argent aux abonnés des autres opérateurs ou d'en recevoir. Encouragé par l'Association mondiale des opérateurs télécoms, à travers le programme *Mobile Money Interoperability*, cet accord a pour but de développer l'inclusion financière. Le service de mobile money, qui compte plus de 4 M d'utilisateurs, palie le faible taux de bancarisation à Madagascar (5 à 8 % en 2015). Le pays est le deuxième en Afrique, après la Tanzanie en 2015, à permettre cette interconnexion.

✉ [erik.noitakis@dgtresor.gouv.fr](mailto:erik.noitakis@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Cameroun : les transferts d'argent de la diaspora vers leur pays d'origine s'établiraient à 585 Mds FCFA en 2015**

Selon la Banque mondiale, le montant de ces transferts aurait plus que doublé en 2 ans ; il se situait à 219 Mds FCFA en 2013 et se composait selon le ministère des Finances camerounais, de 38 % d'envois en provenance de la zone CEMAC, 27 % de la France, 15 % des Etats Unis et 20 % du reste du monde.

✉ [alix.nembot@dgtresor.gouv.fr](mailto:alix.nembot@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Cameroun : Gemalto fournira les cartes d'identité biométriques

Gemalto, spécialiste des technologies biométriques, va soutenir les efforts du Cameroun dans la lutte contre la contrefaçon de papiers d'identité. Il va réaliser pour le compte de la Délégation générale pour la sécurité nationale (DGSN) des documents d'identité en polycarbonate réputé infalsifiable. La décision d'attribution du contrat à Gemalto intervient au moment où plusieurs États africains engagent le renouvellement biométrique des documents nationaux en application d'une décision de la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (Cedeao), visant à faciliter les circulations dans les États membres. Gemalto est très présent sur le continent africain. Le chiffre d'affaires du groupe a atteint 3,1 Mds EUR en 2015 (+ 27 % sur un an)

✉ [redaction@jeuneafrique.com](mailto:redaction@jeuneafrique.com) - en savoir plus : <http://www.jeuneafrique.com/newsletters/>

### ▼ Congo : les *Bluebus* de Bolloré circulent désormais à Brazzaville

Sept lignes de bus électriques du groupe Bolloré, baptisées *Bluebus*, ont été officiellement mises en circulation le 12 septembre 2016 à Brazzaville. Développés par Bluecongo, une joint-venture du groupe français et du fonds souverain de l'État du Qatar, ces bus avaient déjà été expérimentés lors des Jeux africains de septembre 2015 pour le transport des athlètes et des délégations officielles, grâce à une dotation de Bolloré. Le coût du transport est fixé à 150 FCFA (0,22 EUR). Ces bus 100 % électriques devraient également être mis en circulation à Pointe-Noire à partir du 20 septembre.

✉ [ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr](mailto:ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Burkina Faso : Coris Bank International va entrer en Bourse

Le conseil régional de l'épargne public et des marchés financiers (CREPMF) a autorisé l'offre publique de vente (OPV) des actions de la banque burkinabè Coris Bank International. L'opération, qui porte sur 20 % du capital (1,25 M d'actions), sera lancée d'ici fin octobre 2016. Fondée en 2008 suite à la reprise des actifs de la Financière du Burkina, Coris Bank a réalisé un résultat net annuel de 23 M EUR et distribué près de 10,7 M EUR de dividendes en 2015. Coris est leader sur le marché bancaire burkinabè (avec environ 1,1 Md EUR de total de bilan au 30 juin 2016), devant Bank of Africa (BMCE) et Ecobank.

✉ [michel.dhe@dgtresor.gouv.fr](mailto:michel.dhe@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Burkina Faso : le pays veut développer la médecine nucléaire

Le service de médecine nucléaire du centre hospitalier universitaire Yalgado Ouédraogo (CHU-YO) a organisé, le 8 septembre 2016, la 1<sup>ère</sup> édition de la journée de la médecine nucléaire. Placée sous l'égide de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), cette initiative tente de faire une place à la médecine nucléaire dans l'univers du diagnostic au Burkina Faso. Fonctionnelle depuis le 9 janvier 2012 au CHU-YO, la médecine nucléaire est une spécialité médicale usant des radioéléments pour le diagnostic et le traitement des pathologies.

✉ [romain.boyer@sciencespo.fr](mailto:romain.boyer@sciencespo.fr)

### ▼ Côte d'Ivoire : le libyen LPTIC obtient la quatrième licence de téléphonie

C'est le quatrième opérateur téléphonique à obtenir la licence 4G Globale après le français Orange, le sud-africain MTN et Moov (Maroc Telecom). Le prix de cette licence est estimé à 152 M EUR. Pour son installation, LPTIC s'appuiera sur les infrastructures de l'opérateur Green Network (Libye) qui s'était vu retirer, en avril dernier, sa licence d'exploitation sur le marché ivoirien. Green Network détenait dans le pays environ 785 000 abonnés, loin derrière les trois leaders du secteur : Orange (35 % de part de marché), MTN (33 %) et Moov (13 %). L'attribution de cette 4<sup>ème</sup> licence parachève le processus de consolidation du marché ivoirien de la téléphonie, entamé par les autorités en 2015.

✉ [saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr](mailto:saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Sénégal : l'américain Starwood fait son entrée sur le marché hôtelier

Le groupe sénégalais Vacap World exploitera l'hôtel Sheraton Dakar dont l'inauguration est prévue au 3<sup>ème</sup> trimestre 2017. Le groupe américain Starwood, propriétaire de la marque Sheraton, fait à cette occasion son entrée sur le marché sénégalais. L'hôtel, bâti sur six hectares, comptera 247 chambres dont 53 suites et 6 villas. Un deuxième hôtel de 150 chambres du Starwood, nommé Aloft Dakar, sera construit au sein du domaine. Autour de ce complexe hôtelier s'articulera un programme immobilier diversifié : villas résidentielles et appartements haut de gamme, bureaux et commerces.

✉ [julien.giraud@businessfrance.fr](mailto:julien.giraud@businessfrance.fr)

### ▼ Togo : Oragroup va émettre des billets de trésorerie d'un montant global de 53 M EUR pour financer son développement

Le groupe bancaire panafricain Oragroup, dont le siège est à Lomé, va lancer une émission de billets de trésorerie d'un montant global de 35 Mds FCFA (53 M EUR) par appel public à l'épargne sur le marché financier de l'UEMOA. Cette opération se fera en deux tranches : une première levée (30 M EUR) prévue durant ce mois de septembre, et une deuxième levée (23 M EUR) attendue début 2017. La rémunération annuelle de ces billets est de 5,75 % et la maturité de 18 mois. Oragroup est implanté dans douze pays africains (principalement en Afrique de l'Ouest, au Gabon et au Tchad). En 2015, son produit net bancaire a atteint 144 M EUR (+16 % sur un an), pour un résultat net de 12 M EUR.

✉ [florent.danion@dgtresor.gouv.fr](mailto:florent.danion@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ CFAO se renforce dans la location de voitures en Afrique subsaharienne

La branche équipement et services du distributeur panafricain CFAO se renforce dans la location d'automobiles. Encore en recul au terme de l'exercice 2015 (avec un chiffre d'affaires d'1,8 Md EUR, après avoir baissé de 12,4 % en 2014 à 1,9 Md EUR), cette branche qui repose principalement sur la commercialisation de véhicules de transport, d'engins de construction et de manutention, de matériels agricoles, vient de passer un nouvel accord de licence dans la location de voitures de courte et longue durée. CFAO, qui exploite déjà la marque Avis en location courte durée en Afrique de l'Ouest, pourra désormais étendre ses services à la location longue durée, a fait savoir le groupe dans un communiqué.

✉ [redaction@jeuneafrique.com](mailto:redaction@jeuneafrique.com) - en savoir plus : <http://www.jeuneafrique.com/newsletters/>

## ENTREPRISES

---

### ▼ Djibouti : reprise d'activité pour Air Djibouti

La compagnie aérienne Air Djibouti a officiellement repris son activité de transport de passagers le 11 août 2016. Déclarée en faillite en 2002, elle avait déjà repris son activité de fret il y a un an. Elle sera désormais gérée par l'entreprise Cardiff Aviation, tout en restant propriété de l'Etat. Ses ambitions sont grandes : trois nouveaux avions doivent être réceptionnés d'ici la fin de l'année. Dans un premier temps, Air Djibouti devrait se concentrer sur les pays de la région comme l'Ethiopie, le Soudan et le Soudan du Sud, le Kenya, la Somalie, la RDC, mais aussi l'Arabie saoudite et les Emirats Arabes Unis. Des liaisons vers l'Europe et l'Asie sont toutefois envisagées pour 2017, avec pour objectif de transporter 200 000 passagers par an.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Ethiopie : publication des résultats de la Commercial Bank of Ethiopia pour l'année fiscale 2015-2016

A la récente clôture de l'année fiscale éthiopienne 2015-2016, la CBE, principal acteur du secteur bancaire éthiopien, affiche une hausse de plus de 4 Mds ETB (0,162 M EUR) de son produit net bancaire qui dépasse ainsi les 27 Mds ETB (1,09 M EUR). Ses profits ont augmenté de plus de 10 %, pour atteindre 14 Mds ETB (0,56 M EUR). La publication du rapport intervient quelques mois après sa fusion avec la Construction & Business Bank of Ethiopia. CBE gère près de 60 % du marché des devises (FOREX) et transferts internationaux.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Éthiopie : Peugeot PSA Citroën inaugure une usine d'assemblage

Le groupe français a ouvert une usine d'assemblage de véhicules à Wukro, dans la région du Tigré. Inaugurée en juillet dernier, la nouvelle usine d'assemblage va délivrer environ 1 000 unités de Peugeot 301, 208 et 2008 par an destinées essentiellement à l'Éthiopie et à la Corne de l'Afrique. Le niveau des investissements réalisés n'a pas été divulgué. En Éthiopie, PSA Peugeot Citroën fait son entrée sur l'un des marchés les plus convoités du continent et où les perspectives de croissance de l'offre automobile restent importantes : à peine 18 000 véhicules écoulés par an (dont 85 % de voitures d'occasions), pour un parc motorisé de 587 000 unités en circulation contre 1 300 000 au Kenya et 3,6 millions au Nigeria.

✉ redaction@jeuneafrique.com - en savoir plus : <http://www.jeuneafrique.com/newsletters/>

### ▼ Kenya : Volkswagen annonce le lancement d'une chaîne d'assemblage

Volkswagen a annoncé le lancement d'une chaîne d'assemblage de voitures et de camions légers à Thika, à 60 km de Nairobi, au sein de *Kenya Vehicle Manufacturers*, dont l'État est actionnaire à 35 %, aux côtés de CFAO-DT Dobie – le distributeur de VW au Kenya – à 32,5 %, et CMC Holdings à 32,5 %. Une berline de la gamme Vivo et un camion léger devrait être les premiers modèles assemblés à partir de décembre 2016. La totalité des voitures VW sont actuellement importées, depuis l'Afrique du Sud notamment. Si les véhicules assemblés ne représentent que 8 % des immatriculations, le développement d'une industrie automobile locale est la priorité des autorités kényanes, à travers des exonérations de droits de douanes significatives.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ **Cameroun : Tower Resources réussit une levée de fonds pour développer son programme d'exploration pétro-gazière sur le bloc Thali**

L'opérateur pétro-gazier britannique, actif dans l'exploration du bloc Thali, dans le Rio del Rey, aurait en contrepartie vendu 45,9 M d'actions de la firme, représentant un total de 60 % de son capital. Pour mémoire, en septembre 2015, le Cameroun a signé un contrat de partage de production avec Tower Resources sur le bloc Thali, qui prévoit dans la planification des opérations de recherche pétrolière et gazière sur ce bloc, l'acquisition des données sismiques 3D en 2016, et le lancement effectif des activités de forage sur la période 2017-2018. Tower Resources investirait, sur une période de 7 ans, près de 24 Mds FCFA.

✉ [alix.nembot@dgtresor.gouv.fr](mailto:alix.nembot@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Accord entre Air Seychelles et Air Madagascar**

Un accord de partage de codes a été conclu en août entre Air Seychelles et Air Madagascar. La compagnie malgache pourrait ainsi placer son code MD sur quatre nouveaux vols hebdomadaires de la compagnie seychelloise reliant Tananarive à Victoria. Cette liaison devrait permettre de capter des passagers empruntant le vol direct reliant, depuis juillet 2015, Victoria à Paris (Air Seychelles a elle-même signé un accord de partage de codes avec Air France). Air Seychelles, dont Etihad Airways détient 40 % du capital, espère voir ses ventes progresser significativement en 2016 avec une augmentation attendue des visiteurs dans l'archipel de plus de 10 %.

✉ [jerome.chastenet@dgtresor.gouv.fr](mailto:jerome.chastenet@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Marketing : pourquoi Total est devenu sponsor officiel de la CAF**

La décision de Total de devenir le sponsor numéro un de la Confédération africaine de football (CAF) pendant huit ans (pour un montant non divulgué) a été mûrie de longue date par les équipes marketing du géant pétrolier français, selon des informations recueillies par Jeune Afrique. Leur patron, Patrick Pouyanné, souhaitait un mécénat axé sur les sports collectifs (le groupe soutient habituellement les sports mécaniques). En associant son image aux dix compétitions de la CAF – dont la Coupe d'Afrique des nations, rebaptisée « CAN Total » –, le groupe français veut s'afficher comme la première major pétrolière sur le continent.

✉ [redaction@jeuneafrique.com](mailto:redaction@jeuneafrique.com) - en savoir plus : <http://www.jeuneafrique.com/newsletters/>

## CARNET ET AGENDA

---

### ▼ Burkina Faso : SAMAO 2016

Le ministère burkinabé de l'Energie, des Mines et des Carrières organise, du 22 au 24 septembre 2016 à Ouagadougou, la 1<sup>ère</sup> édition de la Semaine des activités minières d'Afrique de l'Ouest (SAMAO 2016). Le thème retenu est : « le secteur minier : enjeux et perspectives pour un développement socio-économique durable du Burkina Faso ».

✉ [valerie.traore@dgtresor.gouv.fr](mailto:valerie.traore@dgtresor.gouv.fr)

Les analyses et commentaires développés dans cette publication n'engagent que leurs auteurs et ne constituent pas une position officielle du MAEDI ni des ministères économiques et financiers. La lettre d'information économique est réalisée conjointement par la **DIRECTION AFRIQUE ET OCEAN INDIEN** du ministère des Affaires étrangères et du Développement international et par la **DIRECTION GENERALE DU TRESOR** du ministère des Finances et des Comptes publics et du ministère de l'Economie, de l'Industrie et du Numérique.

**Contacts**

sandrine.lafaye@diplomatie.gouv.fr  
anne.cussac@diplomatie.gouv.fr  
tresor-communication@dgtresor.gouv.fr

**Directeur de la Publication**

Marc Bouteiller

**Rédacteurs en Chef**

Samuel Goldstein (DG Trésor) et Marc Bouteiller (DAOI)

**Rédacteurs en Chef adjoints**

Caroline Richard (DG Trésor) et Anne Cussac (DAOI)

**Remerciements à :**

l'AFD, Business France, CCI France International, CCI Paris-Ile de France, CMS Bureau Francis Lefebvre, Conseil français des investisseurs en Afrique, Conseillers du commerce extérieur de la France, Conférence permanente des Chambres de commerce africaines, Expertise France, Gide, Maison de l'Afrique et MEDEF International pour leur contribution à la réalisation et la diffusion d'Objectif Afrique.

**Contributions :**

Vous souhaitez contribuer à Objectif Afrique ?

Pour une contribution en provenance de France, envoyez votre article à :  
objectifafrique.daoi@diplomatie.gouv.fr

Pour une contribution en provenance d'Afrique, envoyez votre article au chef du service économique de l'ambassade du pays concerné (prenom.nom@dgtresor.gouv.fr; liste des services économiques par pays : <http://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays>)

**AVEC LE CONCOURS DE :**

